

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KENTUCKY ONE

364, rue du Commerce
ZONE ARTISANALE DE MALZAIZE
76360 PISSY-POVILLE

Références : UDRD.2024.07.T.516
Code AIOT : 0100049838

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement KENTUCKY ONE implanté 364, rue du Commerce - ZONE ARTISANALE DE MALZAIZE 76360 PISSY-POVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée du restaurant KFC de Barentin entre dans le cadre de l'action nationale 2024 de l'inspection des installations classées (Instruction du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires du 15 décembre 2023) relative à l'obligation de tri des déchets dans les enseignes de restauration et d'utilisation de vaisselle réemployable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KENTUCKY ONE
- 364, rue du Commerce ZONE ARTISANALE DE MALZAIZE 76360 PISSY-POVILLE
- Code AIOT : 0100049838
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlé exerce des activités de restauration rapide à consommer sur place ou à emporter avec une capacité d'accueil nettement supérieure à 20 personnes simultanément.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Vaisselle restauration et tri
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R. 541-61-2	Demande d'action corrective	30 jours
2	Collecte séparée des biodéchets par le restaurateur	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-1-I	Demande d'action corrective	30 jours
3	Tenue et transmission des registres	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que :

- dans la salle de restauration, des repas et boissons consommés sur place étaient servis dans de la vaisselle et avec des couverts réemployables ;
- l'établissement dispose en cuisine d'un stock de vaisselle réemployable et une installation de lavage;
- aucune gestion séparée des déchets n'est mis en place au sein de l'établissement excepté pour les huiles;
- l'absence d'un tri efficace et approprié à la source des biodéchets et déchets de papier, carton, plastiques, bois, verre et métaux, générés en salle de restauration (déchets dits 5 flux des établissements recevant du public) conduit à l'absence de valorisation par typologies de flux des déchets.

Les observations et demandes d'actions correctives faisant suite à des constats similaires au sein d'un autre établissement de la même enseigne et appartenant au même franchisé ayant déjà été formulées, lesquelles demandes font actuellement l'objet d'une résolution de la part du franchisé, il n'est pas proposé à ce stade de suites aux constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R. 541-61-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tri et collecte séparée des biodéchets et emballages du public

Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements recevant du public, au sens de l'article L. 123-1 du Code de la construction et de l'habitation, organisent la collecte séparée des déchets du public reçu dans leurs établissements ainsi que des déchets générés par leur personnel. Pour cela, ils mettent à la disposition du public des dispositifs de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers constitués majoritairement de plastique, acier, aluminium, papier ou carton ainsi que des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique, d'une part, et des biodéchets, d'autre part. Sont soumis à cette obligation (prévue à l'article L. 541-21-2-2) les établissements recevant du public produisant plus de 1 100 litres de déchets, tous déchets confondus, par semaine.
Constats : La collecte séparée des matières fermentescibles n'est réalisée ni en salle, ni en cuisine. Les plateaux déposés en salle sur un chariot par les clients en fin de repas font l'objet d'un tri par du personnel du restaurant. Lors de la présente inspection, seul le tri entre la vaisselle réemployable et les autres déchets était réalisée. Aucune séparation des biodéchets et des déchets valorisables (type emballages) n'a été constaté. Seules les huiles font l'objet d'un enlèvement spécifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande au responsable du restaurant d'assurer au sein de son établissement le tri à la source des déchets (biodéchets, déchets d'emballages, ordures ménagères) afin de permettre leur valorisation ultérieure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Collecte séparée des biodéchets par le restaurateur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-1-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tri et collecte séparée des biodéchets
Prescription contrôlée : Au plus tard le 31 décembre 2023, cette obligation [de tri à la source des biodéchets] s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets. Les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets.
Constats : Aucun ramassage des biodéchets n'est réalisé pour cet établissement. Aucune prestation privée n'est mise en place à ce jour. Les biodéchets restant mélangés aux autres déchets et sont collectés avec le flux des déchets de type "ordure ménagères".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande au responsable de l'établissement d'établir un contrat de collecte avec soit la collectivité, soit un prestataire privé, visant à valoriser les biodéchets triés séparément des autres déchets pour assurer une valorisation spécifique à cette typologie de déchets comme, par exemple, la méthanisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Tenue et transmission des registres

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Aucun registre visant la gestion des déchets n'a pu être présenté lors de la présente inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande au responsable du restaurant de dresser un registre chronologique visant la gestion complète des déchets générés par les activités de l'établissement et de conserver l'ensemble des documents justifiant une bonne prise en charge et bon traitement de ceux-ci. Il s'assurera, et sera en mesure de justifier, que l'ensemble des prestataires retenus sont bien autorisés à prendre en charge chacune des typologies de déchets confiés. Un rattrapage pour l'année 2024 sera réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours